



« Bâtir un nouveau réseau »

ou la sombre histoire de la liquidation de la DGFIP, des services publics, du dépeçage de la Fonction Publique, et de la disparition de tous les droits et garanties pour ses agents.

Ca y est, le loup est sorti du bois !

Les cartes départementales du « nouveau réseau » viennent d'être publiées, et pas n'importe quand, ni par n'importe qui !

En finir avec la DGFIP, et ses agents

La feuille de route du nouveau DG est claire : Jérôme Fournel, fossoyeur professionnel, après s'être fait les dents sur nos collègues douaniers, a une nouvelle mission : **enterrer la DGFIP, et avec elle un maximum d'agents.**

Le timing et la méthode ne doivent rien au hasard. Le DG a décidé de publier, en une seule fois, les cartes de tous les départements, à grand renfort de communication, en fin de campagne IR, après la clôture des demandes de mutations locales.

Depuis janvier, et la divulgation de la note de la DG « bâtir un nouveau réseau », nous savions dans le détail à quoi nous attendre. Sans changer d'un iota sa stratégie, la DG passe à l'étape suivante, en nommant un mercenaire proche de Darmanin, en lançant le 7 juin un bombardement éclair et massif, pour susciter l'effroi et la sidération chez les agents.

La communication de la DG : propagande et mensonges !

Il faut donc analyser ces cartes, et démonter une communication qui s'apparente plutôt à une campagne de propagande.

D'abord la légende :

- **les services de gestion comptable (SGC)** : ce sont les back-office de la note « bâtir un nouveau réseau », dont l'objectif est de concentrer « les tâches industrialisables », ou les trésoreries hospitalières : Tarbes, Lourdes, Bagnères et Lannemezan concentrées à Lourdes, la Paierie départementale étant provisoirement maintenue

Nul besoin d'être devin pour comprendre que ces structures préparent les agences comptables, vouées à se développer.

- **Conseillers des collectivités locales** : 9 dans les Hautes Pyrénées. Le directeur a indiqué qu'il se chargera en personne d'organiser la sélection des cadres A+ et A avant d'organiser les détachements vers la Fonction Publique Territoriale (FPT).

- **Accueils de proximité : le must en termes de propagande.** Cela prendrait la forme de permanences ponctuels en mairie ou dans les Maisons France Services, ou MSAP. Dixit Jacqueline Gourault, ministre de la cohésion des territoires, les Maisons France Services devront intégrer obligatoirement les services suivant : CAF, Intérieur, Justice, Travail, Finances Publiques, CNAV, MSA, Pôle emploi, La Poste, pour obtenir le label « France Services ».

Pour répondre aux demandes du public : Qui ?, quand ?, Comment ?

Peu importe ! Renvoi aux démarches en lignes, aux plateformes téléphoniques, prise de rendez-vous,, et, en dernier recours, renvoi aux accueils des services de pléines compétences, s'ils assurent encore cette mission.

La CDC entre au capital de La Poste, qui facture le service d'aide à la création de l'espace en ligne. Coïncidence ?

Le tour de passe-passe est bien là !: il ne s'agit plus de service public, mais de service au public, qui peut donc être assuré par n'importe quel partenaire dit « labellisé ».

Autrement dit, privatisation de ces missions de service public, anciennement assurées par des agents de la Fonction Publique.

On connaissait déjà le sort réservé à l'accueil Finances Publiques dans les MSAP. Faute de réponses adaptées, ces permanences s'éteindront rapidement. Et quid des agents des finances qui assureront ces permanences ?

Retrait du plan Darmanin !

Au vu de cette analyse, l'intersyndicale CGT-Solidaires-FO a élaboré la vraie carte des services de pleine compétence de la DGFIP à l'horizon 2022. Le constat est sans appel (voir carte jointe) :

- **Toutes les trésoreries ferment.**
- **Les SIP de Lourdes et Lannemezan disparaissent.**
- **Le SIE de Lourdes disparaît et l'antenne SIE de Lannemezan plie bagage,**
- **Des services de gestion comptables sont implantés à Tarbes et Lannemezan avec des antennes à durée de vie très limitées à Argeles Gazost et Maubourguet, et un regroupement des trésoreries hospitalières à Lourdes.**
- **Des antennes SIP seront créés à Lourdes et Lannemezan en attente de fermeture définitive.**

Aucune illusion n'est de mise. Rien de positif ne pourra sortir de ce plan de dynamitage en règle.

Le plan Darmanin doit être retiré.

Le dernier volet de la propagande de la DG, c'est de ne pas rappeler que **ces restructurations vont absorber un volume sans précédent de suppressions de postes**. Les 120 000 postes supprimés pour 2022 dans la Fonction Publique sont régulièrement confirmés. Le projet de loi dit de « transformation de la fonction publique » démolit nos statuts pour préparer la mobilité forcée (d'ores et déjà elle devrait concerner une trentaine d'agents du département avant annonce des destructions d'emplois), le salaire au mérite, la contractualisation, les pleins pouvoirs à la hiérarchie avec la fin des CAP. Le Directeur Général annonce cyniquement « les mesures d'accompagnement inédites ». **Parlerait-il de la rupture conventionnelle ?**

Qui n'a pas en tête le souvenir tragique de travailleurs de France Telecom, dont le procès des dirigeants se tient en ce moment même !

Pas de co-élaboration du plan Darmanin !

Le nouveau Directeur Général attend explicitement des agents et de leurs organisations syndicales « une collaboration active pour construire ensemble le nouveau réseau de la DGFIP ».(Ulysse, 6 juin 2019)

Les organisations syndicales n'ont pas pour rôle d'accompagner la destruction de nos missions, de nos emplois, de nos droits et garanties. Elles refusent de participer à cette concertation de façade qui, en voulant associer les Organisations syndicales à l'élaboration du schéma départemental du plan Darmanin, vise à désarmer les agents.

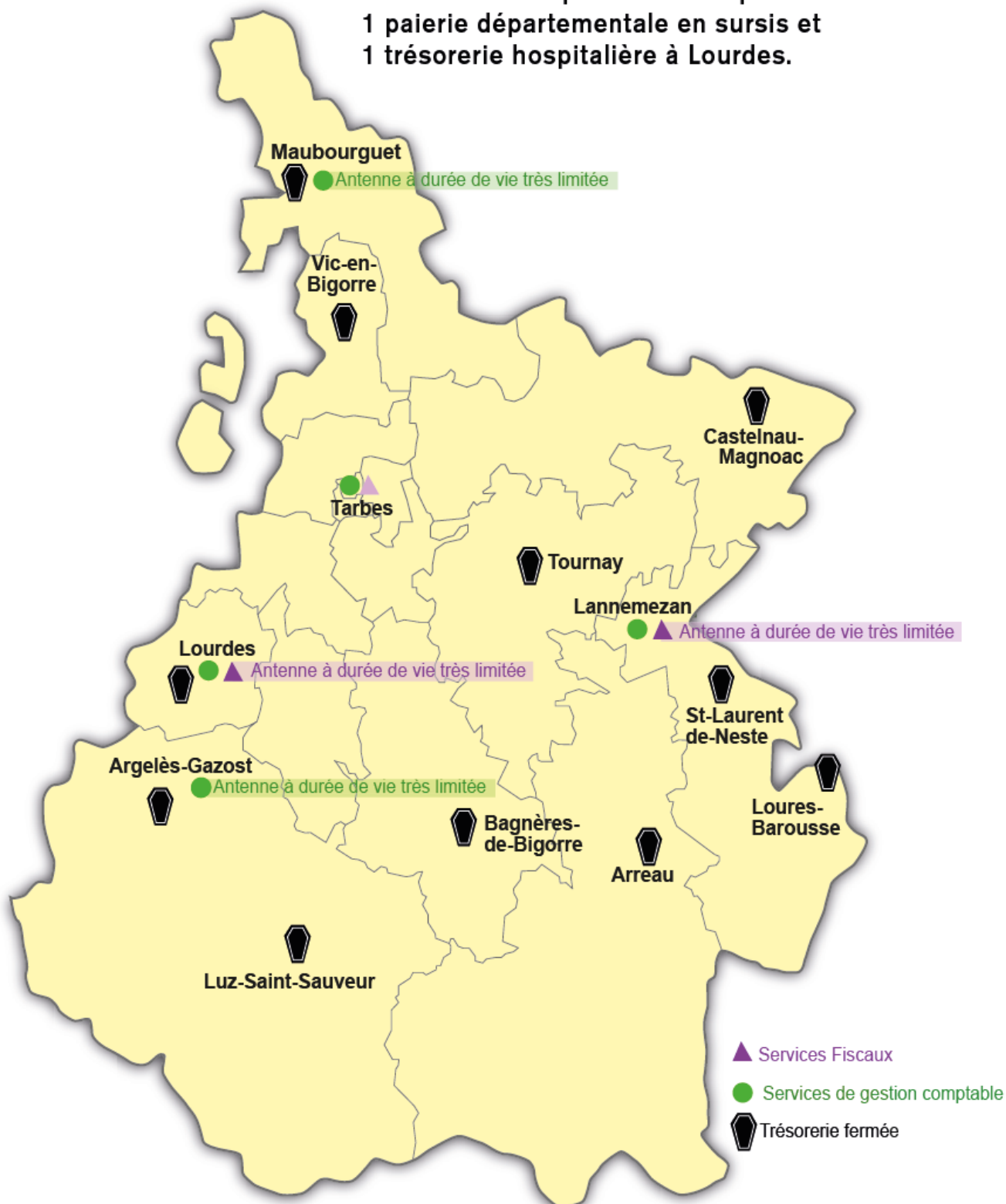
Au contraire, les organisations syndicales des Hautes Pyrénées appellent au rassemblement dans l'unité de l'ensemble des agents s pour refuser le cadre fixé par la Direction Générale, et ainsi organiser le combat nécessaire pour empêcher ce plan dévastateur.

LA PROXIMITÉ À LA SAUCE DARMANIN :

13 trésoreries fermées

+ concentration des SIP et SIE à Tarbes :

2 services comptables (Tarbes et Lannemezan)
1 service des impôts des particuliers à Tarbes
1 service des impôts des entreprises à Tarbes
1 paierie départementale en sursis et
1 trésorerie hospitalière à Lourdes.



ALERTE

ENLEVEMENT

ALERTE!

DES DIZAINES DE SERVICES DES FINANCES PUBLIQUES DISPARAISSENT SUR L'ENSEMBLE DU TERRITOIRE FRANCAIS !!!

LE COUPABLE A ETE IDENTIFIE. IL EST DANGEREUX POUR LE SERVICE PUBLIC ET SEMBLE DETERMINE A DETRUIRE LA DGFIP.

IL N'AGIT PAS SEUL. IL EST APPUYE DANS SES MACABRES AGISSEMENTS PAR UN GANG DE COMMUNICANTS.

L'INDIVIDU EST DANGEREUX ET ARME DE PROJETS DE LOIS AUX ANNONCES TROMPEUSES POUR LES USAGERS.

IL A DECIDE D'ACCELERER SON TRAVAIL DE DESTRUCTION...

SI VOUS LE CROISEZ, N'AGISSEZ PAS SEUL-E:

- **REUNISSEZ VOUS EN AG POUR DECIDER ENSEMBLE D'ARRETER LE MASSACRE**
- **ALERTEZ LES USAGERS, ELUS LOCAUX ET DEPUTES**
- **PREPAREZ LA GREVE ET LES MANIFESTATIONS**
- **RESISTEZ TOUS ENSEMBLE !!!!**

FINANCES PUBLIQUES

MÊME PLUS L'IMPÔT
SUR LES OS